

Quelque part entre puissance et impuissance

Le mois de juillet revêt pour quelques grandes puissances occidentales un moment tout particulier. C'est le cas aux Etats-Unis où l'on a fêté le « *National Day* » le 4; En Grande Bretagne où l'on s'est souvenu des attentats de Londres le 8; En France où l'on a célébré la fête nationale le 14. Alors que la mondialisation bat son plein du côté de l'Océan Indien et du Pacifique, nous retrouvons dans ces rendez-vous dits nationaux ou patriotiques l'expression des niveaux de cohésion et de cohérence qui demeurent au sein de nos démocraties. Qu'en est-il réellement face à cette impitoyable globalisation des marchés qui s'accompagne depuis deux décennies d'une dilution des valeurs et qui se traduit pour les peuples par de nouvelles priorités et par un repositionnement des leaderships mondiaux ?

Outre atlantique on a profité de ce jour qui remémore « *l'Indépendance day* » pour « *prêter serment* » à la constitution américaine. C'est ainsi que des milliers de soldats, issus de toutes les nationalités, se sont retrouvés sur un tarmac en Irak pour rejoindre la main sur le cœur la « *Community* ». Non seulement ils ont pu obtenir en s'engageant dans l'armée américaine ce sauf conduit que constitue la fameuse carte verte mais ils bénéficient désormais (certes au péril de leur vie) du titre tant convoité de « *Citizen* ». A Londres, aux travers de cérémonies emplies de gravité, on s'est rappelé et on a rappelé à qui veut bien l'entendre, surtout à Ben Laden et à ses émules, que le Royaume Uni reste une île sans aucun doute vulnérable mais imprenable. D'autres ont essayé jadis : les saxons, César, Bonaparte, Hitler, Staline, les réseaux du KGB comme aujourd'hui ceux du FSB. Tous se sont heurtés à ce flegme et à cette détermination spécifiquement britannique que personne ne peut comprendre, excepté ceux qui ont cette éducation et ce redoutable état d'esprit du « *native* ».

En France nous profitons de cet évènement dit « *national* » pour célébrer les vertus universelles des valeurs issues de la Révolution française. La Vème République a sublimé cette fête nationale au travers du défilé de l'armée de la nation. Pendant longtemps celle-ci fut incarnée par la conscription avec le spectre de la mobilisation générale face à la menace soviétique. Elle descendait fièrement les Champs Elysées sous les applaudissements du peuple avant de saluer le chef de l'Etat entouré de son gouvernement. Tout ceci se terminait dans la liesse avec feux d'artifice et bal populaire : le peuple était au cœur de la fête nationale. Au fil du temps, surtout lors de la dernière mandature cette armée s'est professionnalisée et s'est progressivement éloignée de la nation, surtout depuis la suspension du service militaire obligatoire. L'exercice du défilé

est de moins en moins l'expression de la ferveur nationale et de plus en plus un acte d'allégeance au monarque et au système, appelé abusivement « *régalien* », qui l'enserme. Quant aux questions de défense et de sécurité, elles sont devenues une affaire d'experts, réservée à une petite élite. Celle-ci fonctionne du reste par cooptation autour de quelques centres de pensée largement subventionnés par le complexe militaro-industriel. Enfin, pour la première fois, ceux qui gouvernent actuellement le pays n'ont jamais connu le moindre conflit majeur et n'ont pas eu à engager leur vie pour la nation.

Pour autant, cette année l'exercice vient d'être radicalement transformé en invitant désormais les français à penser autrement. Nous avons été invités à sortir de cette logique de subordination de la nation à un Etat tout puissant pour sublimer une nouvelle approche transnationale. Les nouvelles couleurs de la fête nationale seraient maintenant celles de l'Europe. Il faut avouer qu'il fallait bien trouver une issue à l'impasse actuelle en termes d'expression de notre puissance. Nos armées en effet se retrouvent dispersées sur de multiples fronts qui n'ont plus rien à voir avec la défense des frontières nationales. Aujourd'hui elles opèrent très loin de leurs bases avec des mandats pour le compte de l'ONU, l'OTAN, l'Union Européenne, et doivent assumer des accords multiples de défense, des opérations humanitaires.... Certes, pour certains, cette décision de Nicolas Sarkozy n'est qu'une pirouette de plus du système qui ne peut masquer notre impuissance sur de nombreux domaines. Pour d'autres, conscients des limites de notre pays, elle revêt, comme toujours dans les situations désespérées, la forme d'un acte fondateur d'une nouvelle stratégie en jouant sur la dimension symbolique des drapeaux réunis pour l'occasion. Il est vrai que le côté emblématique de la présence des représentants de l'Union Européenne et de l'Otan à Paris avait de quoi surprendre le monde entier, surtout après le résultat du référendum de 2004 et l'échec de la réunion de Riga. Réconciliation avec nos voisins, relance du projet européen, rupture avec l'ordre ancien.... Les titres élogieux dans la presse ne manquent pas pour essayer de montrer qu'il se passe enfin quelque chose au Royaume de France. Mais qu'en est-il réellement du pacte national ?

Qui applaudissait ce défilé transnational si ce n'est pour une bonne partie des cortèges de touristes fruits de la mondialisation des échanges pour le plus grand bien de notre balance des paiements ? Les français ont-ils hissé le drapeau national ou pavosé leurs balcons comme le font les citoyens américains le 4 juillet ? Je crains qu'ils ne soient beaucoup plus préoccupés sur leurs lieux de villégiatures par leurs quêtes hédonistes que par la cohésion nationale et qu'ils aient vécu cet évènement dans l'indifférence. Dans un autre ordre d'idée : le français a-t-il le même niveau de détermination que le citoyen britannique face au risque permanent d'attentat ? Ne serait-il pas tenté en catimini par une quelconque négociation avec les réseaux terroristes plutôt que de se battre contre les déviances du risque islamique ? Cette question dérange

toujours les bons esprits alors qu'elle est au cœur de la stratégie des terroristes. N'oublions pas que l'esprit de la résistance n'est né qu'aux lendemains de « l'étrange défaite » de 1939 et de l'effondrement de cet Etat français à priori craint dans toute l'Europe à l'époque alors qu'il était profondément munichois et faustien dans l'âme.

Les français se seraient-ils réconciliés avec eux-mêmes et auraient-ils désormais conscience de leur destin unique et inique ? L'image donnée par les médias du pays et de son fonctionnement précautionneux ne milite guère dans ce sens. A priori personne ne consulte véritablement les français sur le sujet et l'emprise des castings de la communication institutionnelle joue toujours à plein régime, comme si la magie et l'agitation du jeu électoral n'étaient pas terminées. Pourtant la réalité est bien différente et les chiffres parlent d'eux-mêmes avec ces 40 000 voitures toujours brûlées dans nos villes et campagnes (soit 110 véhicules par jour), le trou abyssal de la sécurité sociale et cet endettement étatique qui poursuivent leur pente dévastatrice. Ce ne seront pas les prouesses diplomatiques de Jean Pierre Jouyet auprès de l'Eurogroupe et encore moins la nomination de Dominique Strauss Kahn au FMI qui pourront endiguer ce qui promet d'être à terme un Katrina financier s'il n'est pas mis fin rapidement au déficit structurel de l'Etat français, comme le demandent instamment la plupart de nos voisins européens. Les français le savent et mesurent bien le niveau d'impuissance dans lequel le pays s'est progressivement installé depuis 30 ans. Pour autant reconnaissent-ils en contrepartie à l'Europe cette volonté de puissance qu'il faudrait faire émerger rapidement pour se substituer aux désarrois ou impasses nationales ?

Nous pouvons toujours nous amuser à critiquer les américains, ils restent quand même la première des destinations de tous ceux qui aspirent à la liberté et à la démocratie dans le monde, et leur patriotisme est incontestable. Personne ne fait la démarche équivalente vis-à-vis de la Russie de Vladimir Poutine... Nous pouvons toujours nous amuser aussi à ridiculiser les britanniques qui restent sans aucun doute nos principaux concurrents dans tous les domaines. Si seulement nous pouvions avoir au sein de notre population le même niveau de détermination collective face à l'adversité et notamment face à la menace terroriste ! Chez nous certains « experts », sans cesse consultés par les médias (tel Gérard Chaliand encore récemment) minimisent cette menace et affirment qu'il ne faut surtout pas tomber dans la psychose « ladeniste » comme nos voisins et alliés anglo-saxons. Le résultat de ces évaluations, empreintes d'un anti-américanisme puéril et d'un discours victimaire permanent sur les populations est dramatique car il entretient une démobilité des esprits, là où il faut rester des plus vigilants en termes de veille et des plus résolus dans les postures. En cela nous entretenons cette dérive d'impuissance alors que nos principaux partenaires sont obsédés par l'affirmation de leur volonté de puissance. Elle passe entre autre par la mobilisation de leurs opinions autour d'un choix de vie mais surtout d'un

destin commun qui ne sont pas négociables. Quels sont les nôtres actuellement ?

Pour toutes ces raisons, même si je suis profondément européen dans l'âme, je ne suis pas vraiment convaincu par le mirage de ce nouveau « pacte transnational » et encore moins par l'illusion de cet inespéré « patriotisme européen » que les communicants aux ordres des politiques veulent nous vendre. Ces concepts, même s'ils sont fondamentaux, restent virtuels pour le moment et ils n'ont pas encore fait la démonstration de leurs valeurs sur le fond. Ils ne sont ni scellés dans une constitution qui fait l'unanimité, et encore moins dans une stratégie sécuritaire et diplomatique avec une armée européenne qui fait l'admiration de tous. Ne nous leurrions pas nous n'en sommes pas là, même si tous les esprits avisés en rêvent et travaillent pour y arriver. Nous sommes (malheureusement pour notre continent) plutôt en train d'essayer de recoller les morceaux avec un projet de mini-traité qui prend plus l'allure, il faut quand même l'avouer, d'une peau de chagrin pour éviter un fiasco total du projet européen.

Du reste, ne nous y trompons pas, les symboles sont là et le plus important dans toutes cette effervescence médiatique française reste bien celui de la visite à l'Île Longue du Président Nicolas Sarkozy le 13 juillet. Au-delà les paillettes et les bruits de surface qui sont à priori de plus en plus nécessaires dans nos démocraties dites « participatives », il y a la « realpolitik » avec en profondeur ses inavouables confrontations de puissance. La véritable pensée française ne s'est pas exprimée uniquement dans les chansons de Polnareff le soir du 14 juillet mais la veille dans la froideur du sanctuaire le plus secret de France. Malgré nos impuissances sociétales, financières, organisationnelles... Il nous reste quand même des capacités institutionnelles et stratégiques non négligeables qu'il est bon de rappeler à qui veut bien l'entendre. Certes il y a la plupart de nos partenaires occidentaux, mieux organisés et plus riche, à commencer par nos voisins allemands et ce malgré nos relations amicales. Mais le message est clairement destiné à tous les acteurs incertains et volatiles de la vie internationale : Il concerne aussi bien le « *tsar Poutine* » avec ses jeux de roulette russe sur les négociations autour des traités de limitation des forces conventionnelles en Europe, que les émules de Ben Laden avec leurs prétentions de plus en plus explicites de renverser le président Mucharaf au Pakistan, d'y installer un régime « *djihadiste* », voire d'étendre leurs actions au sein des pays du Maghreb en invoquant le retour d'un califat type « *el Andaluz* ».

Pour certains le discours de l'Île Longue ne serait qu'un effet d'affichage du chef de l'Etat, qui est, rappelons le, dans l'état actuel de la Constitution le chef des Armées et de la diplomatie. En fait en bon stratège il a signé la veille de la fête nationale un nouveau contrat d'assurance vie avec, et pour le pays, ce pour quoi les français l'ont élu sans ambiguïté à 84%. Par contre il a ouvert le lendemain un pari qui est

bien de l'ordre du poker menteur avec nos partenaires européens qui se cherchent encore, ce pour quoi les français lui ont donné une majorité relative avec ne l'oublions pas une abstention de 40%. Dans ce jeu Nicolas Sarkozy ne s'est pas trompé, il a d'abord crédibilisé sa force de frappe et de projection par une présence incontournable et un discours déterminé. Sa venue à l'Île Longue est plus qu'un symbole, elle démontre que la France reste toujours une puissance et qu'elle compte toujours jouer son rôle dans la cour des grands, même si elle doute dans son fort intérieur de son destin et qu'elle a du mal à réagir face à ses vieux démons. Par ce geste il montre qu'il incarne toujours la continuité de cette volonté et de cette détermination historique que nous a léguées le Général de Gaulle. Le choix de la Marine comme volonté d'expression de la puissance n'est pas neutre surtout dans un monde où nos frontières sont sur tous les océans et où la plupart des crises se jouent de plus en plus de « *la mer vers la terre* ». Ce dont les français n'ont pas toujours conscience du fait de cette vision notariale qu'ils ont du fait des guerres fratricides européennes. Tous les géostratèges savent que dans l'histoire, les peuples qui se sont imposés sont ceux qui ont dominés les mers et par la même les échanges, qu'ils soient marchands ou culturels.

A priori le premier acte symbolique de la France est celui-là, et quoi qu'en pensent les experts il reste largement crédible et valable pour la prochaine décennie. Et ce quelle que soit la complexité des équations en cours ! Le second acte est bien celui d'un pari sur le renouveau du destin de cette presqu'île européenne. Pourquoi pas, après tout la vie est faite de paris et de renoncements. Néanmoins pour y arriver l'Union Européenne aura à choisir à un moment donné sur quel niveau de sublimation elle jouera son assurance-vie collective. Là est le véritable test de la démonstration de puissance. Elle n'est pas que dans l'affirmation d'un ordre marchand efficace, dans le bon ordonnancement de conseils d'administration de quelques compagnies européennes et dans la transaction financière (autour de bourses qui sont contrôlées par le NYSE.....). Pour le moment les pays de l'Union Européenne ne font défiler sur les Champs Elysées que des unités de parade, pas leurs « pointes de diamant » en envoyant leurs troupes d'élites. Heureusement que quelque part, comme les américains et les britanniques nous avons su conserver ces socles d'expression de puissance avec nos sous-marins, notre porte-avion (avec deux ce serait mieux), sa force d'action navale ainsi que nos capacités de projection de force aéro-maritime (n'oublions pas que nous sommes les seuls avec les américains à avoir l'ensemble de ces capacités). C'est peut-être pour cette raison que nous sommes aussi critique et exigeant les uns par rapport aux autres. Nous sommes en fait mus par les mêmes instincts de puissance : ceux des restes de l'empire pour le couple franco-britannique, de l'exercice de l'imperium pour les américains. Après tout je préfère dans l'immédiat ces restes ou cet exercice à ce que pourraient nous promettre pour le court terme Poutine et ses mafias russes ou les émules de Ben Laden avec leur rêve régressif de califat. Et que dire de ce que nous réservent les nouveaux entrants

chinois et autres absents des réunions de l'actuel G8 qui n'attendent que le moment opportun pour s'imposer définitivement et nous contraindre à adopter d'autres règles de jeu ?

Pour toutes ces raisons il faut conserver la crédibilité de nos socles stratégiques. A ce titre la dimension nucléaire (tant civile que militaire) reste un atout considérable dans notre modeste jeu national. Cela ne doit pas nous empêcher pour autant de jouer toutes les opportunités pour redimensionner notre puissance, en particulier à très court terme sur le pourtour méditerranéen, en sus du noyau dur européen. Néanmoins n'oublions pas que ces socles s'appuient sur l'adhésion d'un peuple à une vision collective et surtout à un destin historique. S'il n'y a pas de partage, voire de fusion entre cette expression et la façon de l'incarner, la stratégie de dissuasion qui assure encore à la France une place dans « *la cour des grands* » s'effondrera d'elle-même. Tout repose sur cette alchimie particulière et inexplicable qui résulte de la volonté de puissance incarnée par un président face à son peuple et du niveau de confiance que celui-ci lui accorde. Tel est le véritable enjeu de ce moment exceptionnel que l'on appelle dans nos démocraties : la « fête nationale » et qui n'est pas encore totalement dilué dans le maelstrom des messages simplificateurs de la mondialisation.

Xavier Guilhou¹
Juillet 2007

¹ Président de XAG Conseil et auteur de « Quand la France réagira... » chez Eyrolles- Février 2007
www.xavierguilhou.com